Inter Pares
mondialiser l'égalité

RAPPORT ANNUEL 2015

SOCIÉTÉ CIVILE

Demander des comptes aux pouvoirs publics

Des femmes mayas q'eqchi' du Guatemala célèbrent le verdict de culpabilité des deux officiers militaires qui les ont soumises à de l'esclavage domestique et sexuel, il y a plus de 30 ans. Les femmes ont voilé leurs visages durant tout le procès, étant donné les risques associés à leur témoignage.

Les moments charnières : saisir l'instant

Il arrive parfois qu'on ait l'impression de vivre un moment charnière. Un beau matin, sans préavis, le jour se lève sur un monde nouveau. Pourtant, ces moments charnières ne surgissent pas du néant; pas plus qu'ils ne débouchent nécessairement sur un changement durable.

Revoir le fil des événements nous ramène à des années de combats difficiles, souvent ingrats et frustrants, menés inlassablement par des groupes et des personnes engagés. L'Histoire nous montre qu'une société civile solide et dynamique, qui demande des comptes aux pouvoirs publics, sensibilise constamment la population et aide les gens à revendiquer leurs droits, est la meilleure médecine contre la dictature. Elle permet de se diriger résolument vers un changement significatif tout en préparant les plans, arguments et politiques pour que le peuple, en s'engouffrant dans la brèche, puisse négocier un meilleur avenir.

Un moment charnière est sans doute un exploit, mais n'est pas une fin en soi. Il représente une ouverture momentanée où un avenir différent est possible. Mais l'ouverture peut se refermer ou être récupérée par des parties ayant d'autres intérêts. De la Révolution française au Printemps arabe, les peuples continuent de se demander comment les victoires remportées peuvent déraper ainsi.

La Birmanie a pris un tournant décisif en 2011 lorsqu'elle a timidement tenté de repousser la dictature militaire. En conséquence, soudain, les sanctions ont été levées, de nombreux investissements ont eu lieu, les violations massives des droits de la personne ont été oubliées. Lorsque la société civile et les militants birmans ont réclamé un peu de prudence et le maintien des pressions extérieures, des « experts » étrangers ont déclaré que les critiques saboteraient les progrès.

Cinq ans plus tard, on s'étonne que les musulmans Rohingya continuent de fuir la violence, que le conflit armé n'a pas cessé et que les militaires sont toujours au pouvoir après la tenue d'élections démocratiques. Heureusement, dans les zones ethniques qui paient les frais des conflits, la société civile a poursuivi son action en sourdine, exploitant, avec succès, même les ouvertures les plus minimes. Ainsi, elle a contribué à exprimer les préoccupations de la population civile dans les négociations de paix, à faire reconnaître par les autorités les initiatives communautaires en matière de santé et à soumettre des propositions susceptibles de rendre la jeune démocratie birmane plus inclusive. Autant d'actions soutenues par Inter Pares qui a réussi, en 2015, à convaincre les autorités canadiennes de subventionner un programme d'action de cinq ans aussi ardu que passionnant.

Nous œuvrons aussi à d'autres transformations. Par exemple, au Canada, des homologues comme le Réseau pour une alimentation durable (RAD) commencent à voir des années de recherche et de plaidoyer se traduire par des politiques publiques. Aux Philippines, bien que trois années et demie se soient écoulées depuis l'adoption d'une loi historique sur la santé reproductive, notre homologue Likhaan se bat toujours pour en assurer la mise en œuvre, notamment pour les femmes défavorisées. Une décennie de plaidoyer mené par nos homologues péruviens a abouti à l'ouverture de procès contre des militaires pour crimes contre l'humanité et à l'acceptation par les autorités de leur responsabilité dans la stérilisation forcée des femmes autochtones dans les années 90. En Birmanie, au Canada, au Pérou ou ailleurs, les tournants décisifs se présentent comme des occasions qui nécessitent que l'on redouble d'efforts, de solidarité et de soutien. Ce sont des occasions qu'on ne peut se permettre de laisser passer.

Dans ce *Rapport annuel*, vous trouverez des exemples de l'action d'Inter Pares, partout dans le monde, auprès d'homologues se préparant à saisir les occasions qui se présentent, à négocier les tournants et, mieux encore, à les transformer en étapes décisives et transformatives. À l'heure actuelle, nous voyons certaines de ces occasions se dessiner; d'autres sont dépassées et d'autres sont encore à venir. En unissant nos forces, nous pouvons les provoquer, pour une transformation durable.

En offrant un accompagnement de longue durée et un appui financie , institutionnel et politique, Inter Pares s'appuie sur les forces de ses homologues locaux pour traiter les causes profondes des inégalités et demander à leur gouvernement de rendre des comptes. En voici quelques exemples en 2015.

AFRIQUE

ACORD UGANDA

VIOLENCE CONTRE LES FEMMES

Dans le nord-ouest de la Tanzanie, ACORD a appuyé des organisations locales de femmes à établir un réseau régional pour lutter contre la violence sexuelle faite aux femmes, et par le fait même convaincre la police et les autorités de prendre ce problème au sérieux. Ce réseau a aussi pris contact avec des instances religieuses, culturelles et communautaires représentatives, notamment les aînées et les aînés masaï, pour les sensibiliser et les mobiliser pour une réforme des pratiques sociales préjudiciables qui favorisent et encouragent la violence. Résultat : deux fois plus de plaintes ont été déposées au Bureau des affaires féminines de la police.

ASIE

LIBERTÉ D'EXPRESSION

Dernièrement, la Birmanie a quelque peu desserré l'étau strict de la censure imposé aux médias, à l'exception des médias des zones ethniques. La coalition Burma News International (BNI), qui regroupe la plupart des médias ethniques, fait une campagne active pour plus d'indépendance et une plus grande reconnaissance. En 2015, la coalition a obtenu un siège au Conseil national des médias, une nouvelle instance publique autoréglementée chargée de la supervision et de la protection de la liberté de presse en Birmanie.

KEVIN MALSEED

AMÉRIQUE LATINE

PROJECT COUNSELLING SERVICE

CONSOLIDATION DE LA PAIX

Dans le cadre des pourparlers de paix en Colombie, la ville de Bogotá a mis en place une politique d'appui aux efforts de désarmement, démobilisation et réintégration des combattants à l'issue d'un conflit qui dure depuis 60 ans. En tant qu'expert en matière de paix et de droits de la personne, Consejería en Proyectos (PCS) a été mise à contribution pour analyser les processus de paix précédents et organiser 15 ateliers auxquels ont pris part 400 personnes, dont des personnalités-clés des processus de paix des années 80 en Amérique centrale.

CANADA

LIBERTÉS CIVILES

Au cours des dernières années, le Canada a adopté plusieurs lois « antiterroristes » qui privent les résidents canadiens de leurs libertés civiles et de la protection de la Charte, notamment le projet de loi C-51, adoptée en 2015 malgré une opposition massive. La Coalition pour la surveillance internationale des libertés civiles n'a eu de cesse de réclamer une consultation publique sur C-51 et les listes d'interdiction de vol tout aussi controversées. En janvier 2016, M. Ralph Goodale, ministre de la Sécurité publique, a annoncé la tenue de consultations publiques sur ces deux questions.

PATRICIA CHAREST MUGWANEZA

JEAN SYMES

JUSTICE ÉCONOMIQUE

Third World Network (TWN)-Afrique collabore avec des ONG, des communautés et des chercheurs africains pour que les gouvernements, mis face à leurs responsabilités, adoptent des politiques et des législations bénéfiques à tous leurs citoyens. Au début de 2015, TWN-Afrique a pris part à la rédaction de recommandations détaillées adressées à l'Union africaine concernant la diversification de l'activité économique des pays africains, la réforme du régime fiscal international pour le bénéfice de la majorité et la mise en place de politiques d'investissement et de commerce international justes.

PAIX ET DÉMOCRATIE

Pendant plus de vingt ans, au pire de la dictature militaire, Inter Pares a soutenu la société civile birmane. Le pays est sur la voie d'une transition démocratique partielle en dépit de la persistance du conflit armé, des persécutions raciales et religieuses et des violences sexuelles commises par l'armée. En 2015, dans le cadre de notre nouveau programme quinquennal, nous avons soutenu l'action d'organismes de la société civile dans les zones touchées par les conflits pour permettre aux groupes ethniques marginalisés de faire valoir leurs droits et jouer un rôle actif dans la transition vers la démocratie.

KEVIN MALSEED

DEMUS

IMPUNITÉ

En février 2015, onze militaires péruviens ont été formellement accusés de crime contre l'humanité pour le viol à répétition de 14 femmes, dont trois sont accompagnées par DEMUS depuis 2004. Il s'agit d'un précédent juridique historique pour le Pérou et l'Amérique latine, puisque c'est la première fois que des cas de viol comme crime de guerre sont jugés en tant que crime contre l'humanité.

JUSTICE FISCALE

Au cours de la campagne électorale de 2015, Canadiens pour une fiscalité équitable a rencontré les représentants des partis fédéraux pour les exhorter à se pencher sur les abris et échappatoires fiscaux qui coûtent annuellement des milliards de dollars au Canada. Le nouveau gouvernement s'est engagé à combattre le phénomène, à réorganiser l'Agence du revenu du Canada et à doubler l'assistance aux pays en développement pour renforcer les capacités de leurs administrations fiscales

DON KOSSICK

COPAGEN

CONTRÔLE DES RESSOURCES

De 2012 à 2015, Inter Pares a coordonné un projet de recherche participative sur l'accaparement des terres avec l'Université de Montréal et la COPAGEN, un mouvement ouest-africain de défense de la biodiversité. Les résultats des travaux ont été largement diffusés en 2015 grâce à la publication d'un livret et d'un documentaire intitulé « La fièvr verte ». Cette recherche est à l'origine d'un mouvement de résistance populaire : dans quatre pays, 19 comités de veille ont été créés pour aider les communautés à défendre leurs terres des tentatives d'accaparement, et des efforts ont été entrepris afin de réformer les lois foncières.

GOUVERNANCE

Au Bangladesh, les sans-terres de Nijera Kori ont usé du droit à l'accès à l'information pour démontrer que le plan de reconstruction du barrage de Wapda baignait dans la mauvaise gestion et la corruption. Plus d'une centaine de sans-terres ont été recrutés pour le projet; cependant, après avoir obtenu la liste des ouvriers, ils se sont aperçus que des salaires étaient versés à des travailleurs fantômes. Mises au courant de la situation, les autorités supérieures ont suspendu le projet et une nouvelle direction fut nommée.

DAVID BRUER

INTER PARES

DROITS DES AUTOCHTONES ET DES GROUPES ETHNIQUES

Ayant pour mission la promotion de la participation et du rôle politique des femmes mayas, le Movimiento de Mujeres Mayas de Huehuetenango au Guatemala a tenu une assemblée qui a réuni des représentantes des dix groupes ethniques mayas de la région. Ayant élu une représentante au Conseil de développement régional, il s'agit de l'unique voix d'une femme autochtone au sein d'une instance dont les politiques ont un impact direct sur les conditions de vie socio-économiques des communautés mayas.

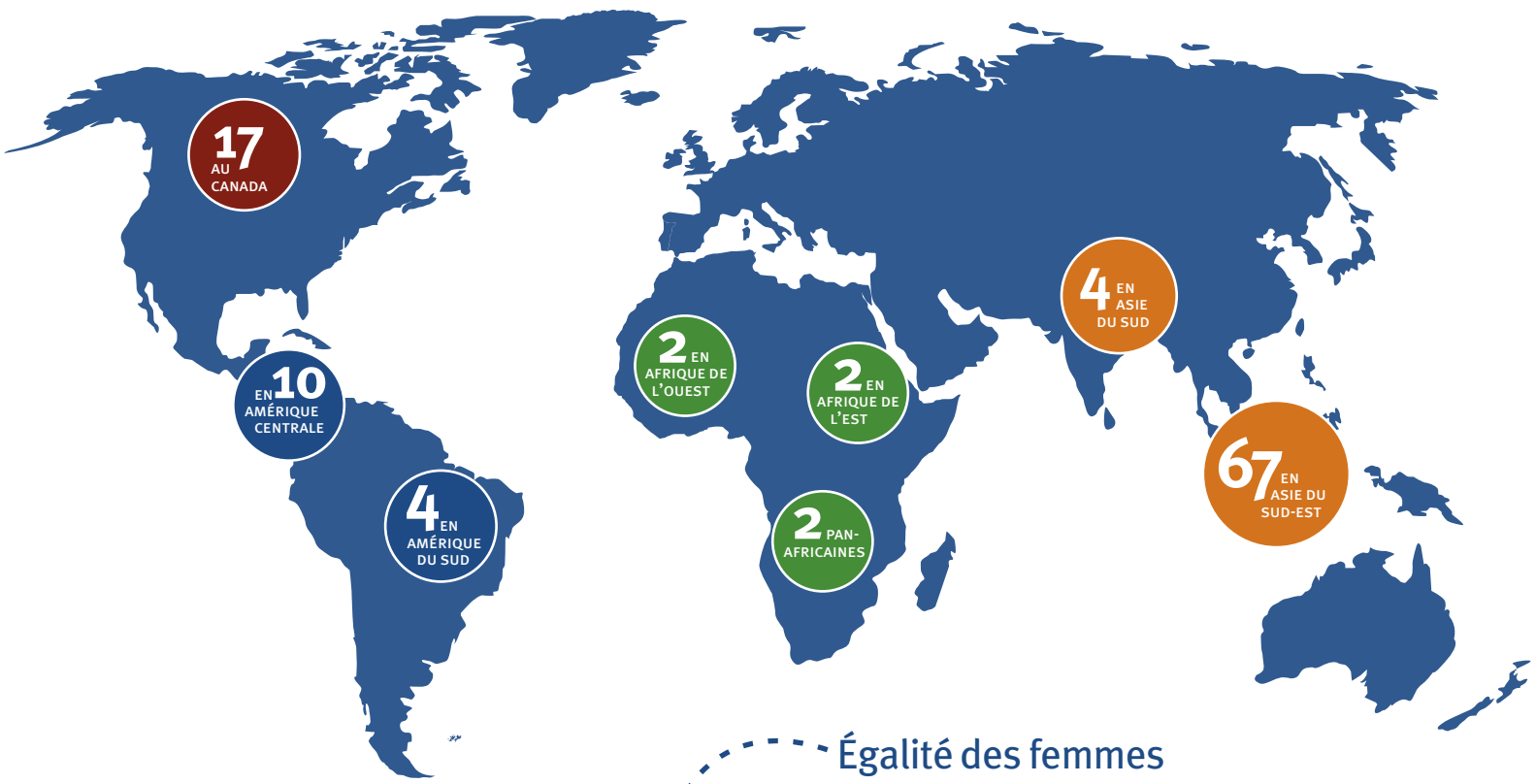
NOTRE RÔLE

À travers le monde, Inter Pares collabore avec des personnes et des organisations qui luttent pour bâtir des sociétés plus justes et plus égalitaires. Voici comment nous y parvenons.

- Nous recueillons des fonds pour appuyer nos homologues
- Nous plaidons pour améliorer les politiques publiques
- Nous appuyons le leadership des femmes
- Nous facilitons les échanges d'expériences
- Nous offrons un appui financier et organisationnel
- Nous partageons des récits qui inspirent les Canadiennes et les Canadiens

NOS HOMOLOGUES

En 2015, Inter Pares a collaboré avec 108 organisations de justice sociale dans 38 pays.



NOS ENJEUX

Égalité des femmes

Droits des femmes / Féminisme
Leadership des femmes / Santé des femmes
Violence contre les femmes

Souveraineté alimentaire

Agriculture
Biodiversité
Génie génétique
Politiques alimentaires
Sécurité alimentaire
Terre et territoire

Paix et démocratie

Consolidation de la paix
Droits de la personne
Droits des autochtones et des groupes ethniques
Gouvernance / Impunité / Liberté d'expression

Migration

Déplacements internes
Travail migrant
Migrants sans papier
Réfugiés

Santé

Politiques de santé
Promotion de la santé
Services de santé
Santé des femmes

Justice économique

Commerce
Imputabilité des entreprises
Justice fiscal
Ressources naturelles

Rapport des vérifi ateurs indépendants sur les états financiers résumés, aux membres du conseil d'administration, Inter Pares

Les états financiers résumés d'Inter Pares, qui comprennent l'état de la situation financiè e résumé au 31 décembre 2015 et l'état des revenus et dépenses résumé, sont tirés des états financiers vérifiés d'Inter Pares pour l'exercice terminé au 31 décembre 2015. Dans notre rapport daté du 7 mars 2016, nous avons exprimé une opinion non modifiée sur ces états financiers.

Les états financiers résumés ne contiennent pas tous les éléments requis par les normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif. Par conséquent, la lecture des états financiers résumés ne saurait se substituer à la lecture des états financiers vérifiés d'Inter Pares.

Responsabilité de la direction pour les états financiers résumés
Il incombe à la direction de préparer un résumé des états financiers vérifiés selon les critères décrits dans la note intitulée Base de présentation incluse en tant que partie intégrante de ces états financiers résumés.

Responsabilité des vérificateurs
Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers résumés en fonction des procédures mises en œuvre conformément à la Norme canadienne d'audit (NCA) 810, « Missions visant la délivrance d'un rapport sur des états financiers résumés ».

Opinion
À notre avis, les états financiers résumés tirés des états financiers vérifiés d'Inter Pares au 31 décembre 2015 constituent un résumé fidèle de ces états financiers, en fonction des critères décrits dans la note intitulée Base de présentation incluse en tant que partie intégrante de ces états financiers résumés.

Ottawa, Ontario
Le 7 mars 2016

Ouseley Hanvey Clipsham Deep LLP
Comptables public enregistrés

Base de présentation
Les états financiers résumés sont tirés des états financiers vérifiés complets, préparés conformément aux normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif, au 31 décembre 2015 et pour l'exercice terminé à cette date.

La préparation de ces états financiers résumés exige de la direction qu'elle détermine les renseignements qui doivent se refléter dans les états financiers résumés de façon à ce qu'ils soient conformes, à tous les égards importants, aux états financiers vérifiés et en donnent une image fidèle

La direction a préparé ces états financiers résumés selon les critères suivants:
a) les renseignements dans les états financiers résumés correspondent aux renseignements afférents dans les états financiers vérifiés complets;
b) à tous les égards importants, les états financiers résumés contiennent les renseignements nécessaires pour éviter de déformer ou d'embrouiller les éléments divulgués dans les états financiers complets correspondants, y compris les notes y afférant.

La direction a déterminé que les états de l'évolution des soldes de fonds et des flux de trésorerie n'apportent pas de renseignements utiles additionnels et, à ce titre, ne les a pas inclus dans les états financiers résumés.

Pour consulter la version intégrale des états financiers, visitez le www.interpares.ca/finances2015 ou communiquez avec Inter Pares pour obtenir une copie papier par la poste.

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE

AU 31 DÉCEMBRE 2015

	2015	2014
ACTIF		
COURANT		
Encaisse	3 284 801 $	1 414 684 $
Comptes à recevoir	185 120	127 360
Avances de programme	33 030	1 263 012
Frais payés d'avance	30 225	23 337
Investissements court terme	535 994	529 041
	4 069 170	3 357 434
INVESTISSEMENTS	3 781 405	3 669 875
IMMOBILISATIONS	588 521	606 117
	8 439 096 $	7 633 426 $
PASSIF		
COURANT		
Comptes à payer	39 473 $	55 735 $
Revenu reporté	2 482 660	1 675 013
	2 522 133	1 730 748
AVANTAGES PAYABLES RELIÉS AUX ANNÉES DE SERVICE	110 000	100 501
	2 632 133	1 831 249
ACTIFS NETS		
Excédent accumulé	242 458	235 978
Actifs nets immobilisés	588 521	606 117
Fonds de legs	3 667 836	3 681 595
Fonds de prévoyance	927 645	901 422
Fonds de Margaret McKay	380 503	377 065
	5 806 963	5 802 177
	8 439 096 $	7 633 426 $

ÉTAT DES REVENUS ET DES DÉPENSES

POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

	Opérations générales	Fonds de legs	Fonds de prévoyance	Fonds de dotation	2015 Total	2014 Total
REVENUS						
Dons	1 498 450 $	40 132 $	— $	300 $	1 538 882 $	1 782 245 $
Affaires mondiales Canada–projets PSV	1 403 877	—	—	—	1 403 877	1 417 556
Affaires mondiales Canada–autres projets	1 640 626	—	—	—	1 640 626	3 346 169
Contributions générées par les projets	55 807	—	—	—	55 807	71 818
Intérêts et divers	22 941	80 554	26 223	3 138	132 856	120 655
	4 621 701	120 686	26 223	3 438	4 772 048	6 738 443
DEPENSES						
Programmation						
Projets	3 106 924	134 445	—	—	3 241 369	5 021 568
Fonctionnement	1 006 190	—	—	—	1 006 190	1 027 193
	4 113 114	134 445	—	—	4 247 559	6 048 761
Administration	228 231	—	—	—	228 231	248 012
Dépenses de collecte de fonds	291 472	—	—	—	291 472	318 993
	4 632 817	134 445	—	—	4 767 262	6 615 766
REVENUS (DÉPENSES) NETS POUR L'EXERCICE	(11 116) $	(13 759) $	26 223 $	3 438 $	4 786 $	122 677 $

Inter Pares mise sur quarante années d'expérience et un réseau mondial de militantes et de militants pour remettre en question les inégalités, au Canada et ailleurs. Reconnue pour son approche progressiste et novatrice en matière de coopération internationale, Inter Pares appuie la lutte pour la création de sociétés justes en se servant du levier de la solidarité. En collaborant avec plus de 100 homologues, nous identifions ensemble les causes profondes des injustices pour produire un changement social durable. Retrouvez-nous au www.interpares.ca

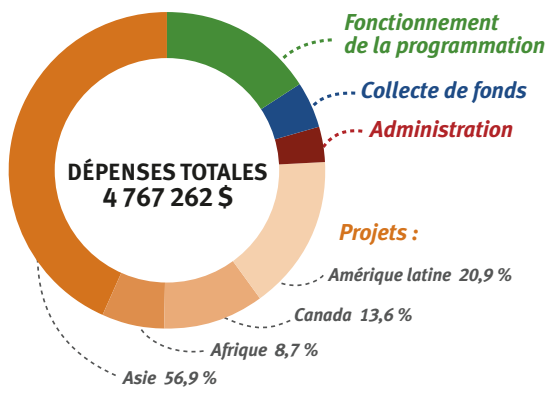
Personnel en 2015

• Bharat Bishwakarma • David Bruer • Guillaume Charbonneau
• Patricia Charest Mugwaneza • Eric Chaurette
• Kathryn Dingle • Bill Fairbairn • Rasha Hilal Al-Baiyatti
• Jack Hui Litster • Kevin Malseed • Samantha McGavin
• Rita Morbia • Marie José Morrissette • Laura O'Neill • Jean Symes
• Sheila Whyte • Rebecca Wolsak

Conseil d'administration en 2015

• Amanda Dale • Annette Desmarais • Nathan Gilbert
• Mireille Landry • Tamara Levine (vice-présidente) • James Loney
• Michael Manolson • Shree Mulay • Jeannie Samuel • Holly Solomon
• Lis Suarez • Sari Tudiver (présidente) • Bill Van Iterson (trésorier)

Dépenses d'Inter Pares en 2015



- **68,0 % Projets :** transferts de fonds aux homologues qui œuvrent en Afrique, en Asie, en Amérique latine et au Canada
- **21,1 % Fonctionnement de la programmation :** gestion et suivi des programmes, salaires des gestionnaires de programmes
- **6,1 % Collecte de fonds :** production de reçus, systèmes de dons en ligne, coûts d'impression, frais bancaires, relations avec les donatrices et donateurs, salaires liés à la collecte de fonds
- **4,8 % Administration :** frais de bureau, entretien, gestion financiè e, gouvernance, salaires du personnel administratif

Inter Pares
mondialiser l'égalité
221, av. Laurier Est, Ottawa (Ontario) K1N 6P1 Canada
Tél : 613-563-4801 ou 1-866-563-4801 (sans frais) • Téléc :613-594-4704 • info@interpares.ca • www.interpares.ca
Organisme de charité enregistré (NE) 11897 1100 RR000 1

CONCEPTION GRAPHIQUE : DAVIDBERMAN.COM ILLUSTRATION DE LA PAGE COUVERTURE : HELLO COOL WORLD